

**Lutte contre le terrorisme -  
Élections 2017 en France - Entretien  
de M. Jean-Marc Ayrault, ministre  
des affaires étrangères et du  
développement international, avec  
LCP, Le Monde et France Info -  
extraits**

(Paris, 19 avril 2017)

Q - Bienvenue à «Questions d'info». Bruits de bottes en Corée du Nord, démocratie en péril en Turquie, impasse en Syrie, poussée populiste en Europe. Comment, dans ce contexte, la France et l'Europe peuvent faire entendre leur voix face à l'Amérique de Trump et à la Russie de Poutine ? Invité de «Questions d'info» aujourd'hui, le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et à mes côtés pour vous interroger, Monsieur Ayrault, Françoise Fressez du Monde, Frédéric Dumoulin de l'AFP et Yaël Goosz de France Info.

Bonjour Monsieur Ayrault. On va commencer par cette menace terroriste qui plane sur la campagne présidentielle avant le 1er tour. Le fait qu'on ait arrêté deux suspects - arrêté à temps - qui voulaient s'en prendre à des candidats - on ne sait pas lesquels précisément -, c'est bon signe pour vous ? Cela veut dire que les services sont compétents ou, au contraire, c'est inquiétant, c'est la preuve peut-être de l'échec de votre politique antiterroriste ?

R - La France a dû faire face, comme d'autres pays malheureusement, à la menace terroriste comme on ne l'a jamais connue dans notre histoire et c'est pendant le quinquennat de François Hollande que la France a dû faire face et qu'elle a fait face. Je vous rappelle que les premiers attentats terroristes de cette nature, d'aspiration islamiste radicale, ont eu lieu en 2012, au moment de l'élection présidentielle avec l'affaire Merah. Aujourd'hui, la France est totalement engagée dans une action contre le terrorisme à deux niveaux : à la fois à l'échelle internationale en étant membre de la coalition contre le terrorisme en Syrie, en Irak, mais aussi en Afrique où elle a donné l'exemple. C'était le 11 janvier 2013, le président de la République décide d'intervenir à la demande du gouvernement malien.

Et deuxièmement, la menace terroriste en France existe aussi. Elle vient à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. C'est la raison pour laquelle nous combattons le terrorisme sur ces deux fronts. Cette politique est celle d'une mobilisation totale et vous évoquez l'arrestation de deux terroristes à Marseille qui envisageaient des actions qui restent à définir précisément. Cette arrestation a été possible car nous avons complètement renforcé notre capacité à nous défendre sur notre sol. Cela veut-il dire pour autant que nous pouvons garantir à 100% le déroulement de l'élection présidentielle et que nous pouvons protéger les Français ? Qui peut le promettre ?

Si, au cours de ces dernières années, il y a eu des arrestations, et il y en a régulièrement, c'est parce que nous avons une organisation et une police qui fait son travail. Donc la première chose qui devrait être dite c'est de rendre hommage à ce travail formidable de notre police.

Q - Depuis des mois, certains de vos détracteurs disent : «Nous payons sur le territoire national la guerre «injustifiée» que nous menons à Daech en Irak et en Syrie.»

R - Mais heureusement que nous la menons cette guerre. Si nous ne l'avions pas menée au Mali pour arrêter les terroristes qui allaient envahir toute l'Afrique de l'Ouest, où en serait l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui ? Dans le cadre de la coalition internationale, nous menons la bataille contre Daech en Irak et aussi en Syrie parce qu'aussi bien à Mossoul qu'à Raqqa (en Syrie) il y a des sanctuaires de Daech qui accueillent des combattants qui viennent de tous les pays du monde - pas seulement de France - et qui parfois reviennent dans leur pays d'origine. Et ce sont ces cellules qui organisent les attentats chez nous et elles ne visent pas que la France. Il y a des pays qui n'interviennent absolument pas dans aucune opération, y compris dans des opérations de maintien de la paix, et qui pour autant, subissent des attentats sur leur sol.

Cette menace est collective. Nous devons réagir collectivement à l'échelle internationale mais aussi ne ménager aucun effort sur le plan international dans la lutte contre la radicalisation qui nous menace évidemment.

Q - Une question très concrète : est-ce que vous avez des inquiétudes pour le scrutin de dimanche ?

R - Toutes les précautions sont prises. Il y a 70.000 bureaux de vote en France métropolitaine et outre-mer et 866 bureaux à l'étranger. C'est dire l'immense défi qui est celui d'organiser les élections déjà sur le plan matériel pour que tout fonctionne.

Q - Risques..., oui.

R - Et cela se fait avec le concours des mairies et 50.000 policiers ont été mobilisés avec des forces mobiles d'intervention rapide qui sont disponibles. Des instructions ont été données aux maires et aux présidents des bureaux de vote pour anticiper tout risque, toute menace. Et puis bien sûr, j'insiste, il y a le travail de renseignement. Vous savez, ce travail de renseignement n'est pas sur la place publique. Si nous arrivons à déjouer des attentats, c'est parce qu'il y a un énorme travail de renseignement qui est fait sur l'ensemble du territoire national avec la DGSI et avec le renseignement territorial qu'on appelait les Renseignements généraux autrefois. Et puis aussi, c'est très important, nous avons une coopération étroite avec de nombreux services de renseignement étrangers. Et nous échangeons en permanence des informations. Et comme je vous le dis, je participe chaque semaine à la réunion du conseil de défense, il y a deux parties : une partie qui est consacrée à la situation intérieure et une partie qui est consacrée au théâtre extérieur.

Q - Au précédent conseil de défense, vous avez évoqué le problème des élections ?

R - Mais nous les avons évoquées depuis plusieurs mois.

Q - Avec des interrogations, des craintes ?

R - Mais parce que les élections, cela s'organise et cela s'anticipe. Nous avons bien conscience qu'un événement de cette importance peut être une cible alors que c'est un événement démocratique et que notre démocratie est attaquée. Un bureau de vote peut être une cible mais vous avez vu qu'un magasin peut être une cible. C'est ce qui s'est passé à Stockholm et à Saint-Pétersbourg.

C'est une question très importante (...) surtout dans cette période où nous devons mobiliser toutes nos forces et en particulier apporter un soutien sans aucune faille et sans aucun doute à nos forces de police et de renseignement, c'est l'unité de la nation. Et s'il y a bien un moment où elle doit s'exprimer, c'est maintenant. (...)/.